

Hiver 60-61, Une traversée difficile

Florence Loriaux, Carhop

C'est au sein de la Fabrique Nationale d'armes à Herstal où il a travaillé de 1952 à 1971 qu'Eugène Galère a vécu «la grande grève» de l'hiver 60-61, un événement qui figure parmi ceux qu'il garde bien présents à l'esprit.

«J'ai l'impression qu'au départ, j'étais un peu en retrait, tellement j'étais préoccupé par mon travail de régleur, il fallait régler une série de machines pour que les travailleurs puissent effectuer sans problèmes le travail demandé et, pour moi, c'étaient mes débuts dans ce boulot, je sortais tout juste de l'école de régleur organisée au sein même de l'entreprise. En 1952, j'avais commencé comme «gamin-machine» comme on disait puis quand j'ai eu l'occasion de suivre une formation, de pouvoir évoluer, j'ai saisi ma chance. C'était en 1960 précisément. Après avoir suivi des cours tous les soirs de 5 à 7 h pendant six mois, j'avais la charge de régler les machines et il s'agissait d'être efficace, la FN lançait la production du Fusil automatique léger, le FAL, une arme qui permettait le tir en rafales, une innovation à l'époque et elle est encore très demandée aujourd'hui comme bien d'autres produits mis au point à la FN d'ailleurs».

Usine à l'arrêt

Très vite la réalité de la grève s'est imposée. Impossible à quiconque d'entrer à l'usine pour prendre son poste. Hors de question aussi pour certains de se laisser dicter une conduite et d'adopter une attitude qui ne soit pas mûrement réfléchie.

«En 60, marié et père de deux enfants, j'avais charge de famille comme beaucoup d'autres. Alors, pas question de se lancer dans l'action sans avoir bien réfléchi aux enjeux réels et aux impacts d'une telle démarche. En deux temps trois mouvements, les membres de la CSC se sont donné rendez-vous au Cercle Saint-Lambert, à deux pas de l'usine, et c'est là que, pour eux, le temps de la grève va se vivre. Il faut bien se dire qu'à l'époque, «rouge ou pas de pain», ce n'étaient pas que des mots, surtout dans un secteur comme Herstal, commune rouge s'il en était. Alors, c'est sûr que, dans les assemblées de travailleurs à l'usine, les affiliés de la CSC n'avaient pas droit à la parole, c'était tout juste si on tolérait qu'ils y assistent. Pourtant, à la CSC, on comptait déjà une vingtaine de militants et 2 ou 3 délégués, sans doute loin derrière la cinquantaine de militants et la dizaine de délégués socialistes mais c'était déjà ça et les crédits d'heure attribués pour les activités syndicales étaient épinglés par le patronat comme un coût important pour l'entreprise mais là, il y avait alors plus de dix mille travailleurs et le syndicat était fort comme d'ailleurs généralement dans tout le bassin liégeois. Moi-même en 60, j'avais un mi-temps syndical que je consacrais notamment à la perception des cotisations auprès des affiliés. Petit à petit, le syndicat chrétien est parvenu à percer même s'il était qualifié par les socialistes d'organisation pourrie et qu'il était désigné comme organisation à abattre, le langage utilisé par les adversaires était très dur. Face à la FGTB qui se comportait en souverain maître, la CSC minoritaire commençait à exister en affirmant qu'elle représentait un syndicat qui n'était ni à la solde des patrons ni à la solde de l'Église mais le chemin à parcourir était long car, comme on entendait souvent répéter, quand la FGTB éternue, tout le monde syndical prend froid. Et les organisations mêmes sont très différentes vu que la CSC privilégie la structure nationale là où la FGTB repose plutôt sur une autonomie régionale».

Ainsi après que la sidérurgie, les services publics, les mines aient lancé des actions pour protester contre la Loi unique, les affaires se sont emballées, le mouvement de grève est parti très vite et la FN comme la plupart des entreprises en Wallonie et à Bruxelles a emboîté le pas, une forte paralysie a frappé la Wallonie et Bruxelles alors qu'elle s'est fait beaucoup moins sentir en Flandre sauf dans quelques villes comme Anvers par exemple.

Agir selon ses convictions

Chaque jour, les affiliés CSC se réunissaient au Cercle Saint-Lambert malgré les difficultés de déplacement. «C'était bien simple, il fallait aller à pied ou en bécane, les voitures avaient les plus grandes difficultés à rouler au milieu de clous à triple tête répandus sur la chaussée et les transports en commun ne circulaient pas pour éviter que les trams ou les bus ne soient basculés par les manifestants. Les séances d'information se multipliaient, on réfléchissait sur l'utilité du mouvement de grève et l'attitude à adopter face à ce mouvement largement suivi. On n'était pas d'accord avec la manière dont les choses se faisaient. On sentait que le but était de faire tomber le gouvernement et qu'il s'agissait en fait d'une grève politique. Dans nos réunions, un certain agacement se manifestait, la FGTB menaçait continuellement de mettre le pays à l'arrêt, on se rendait compte que le PS et la FGTB étaient très proches et ne s'en cachaient pas même si certaines failles s'étaient manifestées trois ans plus tôt déjà, en 57, quand cette proximité avait été remise en cause par André Renard qui revendiquait une troisième semaine de congé. Le PS, alors régulièrement au pouvoir, n'écoutait pas la demande des travailleurs. Face à ce refus, André Renard au nom de la régionale de Liège avait déclaré : «Avec mes metallos, j'irai la chercher cette troisième semaine». Trois semaines de grève avec paralysie des grandes entreprises du bassin liégeois dont notamment la FN et les ACEC à Herstal ont débouché sur l'octroi de deux jours de congé supplémentaires. Mais là, finalement, c'étaient des améliorations apportées au monde du travail. Le syndicat avait toute sa place dans ce genre de revendication. Par contre, pour cette grève organisée pour la suppression de la Loi unique, la démarche semblait politique et on estimait que le syndicat ne devait pas servir à tout et n'importe quoi. Alors, le 16 ou 17 décembre, quand la paralysie de l'usine était totale et que la FGTB a reconnu la grève tout en décidant d'octroyer des indemnités de grève à ses affiliés, la CSC n'a pas été d'accord, elle a décidé de demander des indemnités de chômage pour ses affiliés qui étaient empêchés de travailler».

Dès lors, inscrits au chômage, les affiliés de la CSC ont perçu des indemnités plus favorables avec versement d'une part d'allocations familiales si le travailleur était bénéficiaire. «ça leur a permis de mieux tenir le coup pendant cette période de grande souffrance où les conditions de vie étaient extrêmement difficiles. Très vite, une avance avait été faite et chaque semaine, le paiement était effectué pour que les personnes puissent vivre. Du côté de la FGTB, des problèmes de trésorerie auraient amené des démarches auprès de la ligue allemande DGB et souvent, on entendait dire que vingt ans après, le remboursement des prêts reçus en 60 était toujours en cours».

Libre arbitre

Là où certains ont rêvé de révolution, d'autres ont voulu chercher à obtenir des résultats en tenant compte des réalités sociales, souligne Eugène Galère qui ajoute qu'il est hors de question de se servir de la lutte ouvrière pour faire tout autre chose. «Il s'agit de défendre les travailleurs. La Loi unique touchait des acquis sociaux mais fallait-il arrêter le pays pour la remettre en cause ? Pour nous, le but de tout ça, c'était de renverser le gouvernement et ça, ce n'est pas le rôle syndical. Les attaques ne manquaient pas et l'intervention du Cardinal Vanroye n'a rien arrangé. Les 3 ou 4 prêtres ouvriers de la FN qui se voulaient plus proches des non croyants avaient rejoint les rangs de la FGTB. On me demandait pourquoi je n'en faisais pas autant et chaque fois, je répondais que je ne voulais pas qu'on me monte la tête mais que je voulais faire mes choix, que je voulais davantage d'attention à la démarche des travailleurs, plus d'écoute à leurs attentes, surtout pas de bourrage de crâne ni de slogans tout faits, pas question de penser pour eux ni de leur dicter la conduite à suivre. Depuis tout jeune, j'ai fait partie de la JOC et j'ai sans doute été à bonne école pour apprendre à défendre mes propres opinions. Le voir-juger-agir a marqué tout mon cheminement. Je me suis toujours efforcé d'analyser la situation puis quand j'étais convaincu d'avoir trouvé la bonne démarche, je me suis toujours battu pour convaincre les autres et dire pourquoi je n'étais pas d'accord mais si je ne parvenais pas à imposer mes vues, je m'inclinai devant la majorité, c'est ça la démocratie. Je voulais

agir en faisant respecter le bon droit mais ce n'est pas pour autant que je pensais que j'étais bon et les autres mauvais. Donner mon avis, j'y étais entraîné dans le cadre des comités d'usine de la FN où, tous les mois, les représentants de la vieille usine où se fabriquaient les armes de guerre et de chasse se retrouvaient face à la délégation du Pré Madame en charge de l'aviation. Parfois, les discussions étaient très vives, il y avait des échanges musclés, ce n'était pas une rivalité de pouvoir mais la volonté de faire avancer les choses, il fallait concilier les intérêts des uns et des autres et se mettre d'accord pour trouver quelque chose qui allait concerner tous les travailleurs. D'autres exercices du genre se pratiquaient aussi lors des comités interprofessionnels qui se réunissaient chaque mois à Herstal avec la participation d'une trentaine de militants. Même chose encore dans le cadre de cercles d'études mis sur pied pour aborder des sujets comme la consommation par exemple. Pour moi, la capacité de débattre est essentielle. Sept ans de militance à la JOC et mon activité professionnelle m'ont permis de me sentir comme un poisson dans l'eau dans les débats et pour ça, je n'ai pas d'armes dans les mains, je ne pointe pas d'arme dans le dos mais je vais au devant des autres les bras ouverts, je propose un avis et je le maintiens sauf bien sûr si des arguments sérieux viennent le remettre en question. C'est vrai que tout ça m'a bien servi aussi pendant l'hiver 60 quand on accusait la CSC de ne même pas faire grève et d'avoir choisi le chômage. Chaque fois, je répondais qu'il s'agissait d'être près des gens, de les informer, de les aider à se mobiliser pour faire aboutir des revendications des travailleurs mais pas de leur monter la tête pour qu'ils partent au quart de tour et se jettent dans des actions pour des raisons politiciennes. Pas question de les inciter à se lancer sur les routes quand tout déplacement posait de gros problèmes. Pas question non plus de les mobiliser pour des manifestations de plus en plus violentes, des milliers de personnes, par exemple, s'étaient rassemblées place Saint-Lambert à Liège et le souvenir de la manifestation qui s'était déroulée en 1950 sur la place du Marché toute proche de la place Saint-Lambert m'avait fortement impressionné, j'avais 17 ans et j'étais allé voir ce qui se passait quand la gendarmerie a chargé, sabre au clair, quand on a lancé sur la foule des gaz lacrymogènes, là, j'ai eu la peur de ma vie et je me suis toujours demandé où ça menait les combats de rue».

Cohérence

Miser sur la solidarité et multiplier les formations pour pouvoir intervenir dans les actions comme dans les débats, c'est le fil conducteur de toute une existence comme celle d'Eugène Galère par exemple. «C'est vrai que très jeune, j'ai eu la chance de pouvoir suivre la formation de la JOC. L'entreprise me libérait la journée et ne me payait pas, ce qui n'était pas simple car le salaire de fin de mois s'en ressentait et c'était difficile quand chaque franc comptait mais on y croyait et c'était très important, c'était une école de vie, elle permettait de faire des hommes et d'être là où les travailleurs se trouvaient. Pour moi, je dis toujours que c'est comme si j'avais fait six ans d'univ, c'était une formation intense de permanent et elle était basée sur une méthode très simple, le fameux voir-juger-agir, en cette période-là, c'était une chance extraordinaire pour les jeunes travailleurs et je dois dire que, depuis 1952 jusqu'à aujourd'hui, je suis toujours influencé par cette formation. Une formation comme ça, ça reste. On apprend à analyser les situations, par exemple, pourquoi toute une agressivité, c'est une démarche essentielle et je pense que c'est comme l'apprentissage d'une langue étrangère, il faut la pratiquer pour ne pas la perdre, alors, je la pratique encore aujourd'hui et dans ma carrière, le mouvement syndical est venu se greffer sur le bagage reçu à la JOC. L'hiver 60 représente un moment important. La grève de 60, ça marque la vie d'un militant. On se demande si, depuis, le monde du travail a évolué, s'il a progressé. Une étape marquante de ce conflit, c'est le moment de la reprise du travail, quand on a payé le solde aux travailleurs, il y a eu du grabuge, beaucoup de grévistes criaient : «on a été refait», «cinq semaines pour rien» et parfois sans rien d'ailleurs car les allocations de grève n'étaient pas payées régulièrement, les prêts de la DGB ne suffisaient pas à résoudre les problèmes de trésorerie de la FGTB, les gens ont souffert énormément et certains affirment que la FGTB leur doit encore de l'argent aujourd'hui ! Le pays a été au bord de la ruine pour rien en fin de compte. La CSC a tenu bon en faisant bien la différence entre une grève politique et des actions sociales, elle est restée à l'écoute des gens qui venaient nombreux aux séances d'information, persuadés que le travail allait reprendre à tout moment vu que le gouvernement tenait bon et que les conditions de vie devenaient extrêmement difficiles pour les travailleurs, dramatiques même pour les non syndiqués. L'image d'un syndicat à l'écoute des travailleurs a permis à la CSC de progresser un peu partout en Wallonie, je pense, une progression continue que j'ai perçue jusqu'au moment où j'ai quitté la FN en 1971, une percée qui se poursuit depuis lors. Et c'est vrai, que ce soit en 60, comme avant et après aussi d'ailleurs, on en voulait, on se battait à Herstal là où l'usine se trouvait, partout, on portait les

revendications de nos usines. C'est ainsi que sur place, par le biais du service social et médical de la FN, je m'efforçais d'agir en rendant tous les services possibles, au niveau des instances syndicales, je transmettais très régulièrement les attentes au point que la rue Saint-Gilles d'abord et la rue des Pitteurs ensuite faisaient quasi partie de mon parcours quotidien. En 71, quand il a fallu recruter un permanent à la CSC de Liège, Jean Braham m'a recommandé. J'ai réfléchi à la proposition et je me suis dit O.K. parce que je vais pouvoir continuer à militer, ça va être comme à l'usine même si ça se fait dans des conditions différentes bien sûr, j'ai accepté et je n'ai jamais regretté ce choix. Pendant 25 ans, j'ai été permanent, pendant 12 ans président de la Fédé de Liège et ça, c'était bel et bien une continuation de ce qui précédait. A la FN, j'avais représenté le grand hall où quelque 1.500 personnes travaillaient, à mes débuts, c'était à la JOC que je m'efforçais d'agir, de 53 à 57, j'avais d'ailleurs été président de la JOC Liège. Je dois dire que la formation syndicale ajoutée à celle de la JOC m'a été extrêmement profitable pour mieux défendre encore les intérêts des travailleurs».

Tenir le cap contre vents et marées

En tant que permanent du secteur chimie, les conflits n'ont pas manqué. Le rythme des réunions n'a fait que croître, le nombre des formations se multiplier. «L'art de la négociation, la réflexion, la recherche de la meilleure voie à suivre sachant que la meilleure grève est celle qui ne s'est pas faite, tout ça demande beaucoup de temps et d'énergie mais ça vaut le coup. Si des conflits surgissent, des combats peuvent être menés mais sont-ils tous fondés ? Il ne faut jamais partir en conflit sans avoir bien cerné le problème auparavant. S'interroger sur les causes du conflit et le type de solution possible pour aplanir le problème, c'est une démarche primordiale. Et parfois, les décisions sont extrêmement difficiles. Certaines d'ailleurs ont été prises en front commun et je me félicite aujourd'hui de constater que, lors de grands séismes économique en région liégeoise, la CSC ne s'est jamais fait doubler par la FGTB pas plus qu'elle n'a doublé la FGTB. Toutes les forces doivent se réunir pour tenter d'éviter les catastrophes. Un moment particulièrement difficile dont je me souviens, c'est en 80, les premiers symptômes d'entreprise en difficulté se manifestaient chez Uniroyal où des possibilités de fermeture étaient même évoquées. Un séisme pour les 12.000 travailleurs. On a essayé de voir froidement, sans aucun sentiment, l'étendue du problème pour découvrir que seul un effort global avec, à la clef, des économies sensibles pouvait sauver l'entreprise, il fallait des sacrifices financiers de la part des travailleurs et pour la première fois, on a envisagé de toucher au revenu des travailleurs amenés à rétrocéder 1 %. En fait, une augmentation de salaire de 2 % était programmée, les travailleurs étaient incités à en rétrocéder 1 % avec promesse de l'entreprise de rétrocéder ce 1 % à son tour lors de jours meilleurs. Les travailleurs étaient venus en masse au Palais des Congrès à Liège et là, sans vouloir dorer la pilule, on a exposé la situation en insistant sur le fait que c'était à prendre ou à laisser, sans cela, à brève échéance, l'entreprise risquait de disparaître. La pilule était amère, il fallait l'avaler et ça ne servait à rien de l'enrober de sucre pour la faire gober par les gens. Cela n'a pas été facile mais ça a permis de prolonger la vie de ce fleuron liégeois pendant vingt ans encore». Et les problèmes délicats n'ont pas manqué, fermeture des charbonnages, gros conflits dans une sidérurgie en déclin après 60, le parcours du permanent de centrale en charge des plastiques divers, de la chimie pure, de la tannerie, de la coiffure, des produits d'entretien de l'énergie englobant le gaz, l'électricité et le pétrole a été difficile tout comme la vie interprofessionnelle. Les chocs vécus chez Uniroyal avec ses quelque 12.000 travailleurs ou dans la sidérurgie avec ses quelque 20.000 travailleurs ont eu de gros impacts sur la vie économique. «Ma vie de militant a continué, il a fallu négocier des conventions collectives dans toutes les grosses entreprises et même dans de petites entreprises où il n'y avait encore aucune convention. Puis, mon engagement interprofessionnel m'a permis d'intervenir encore autrement et de porter l'ensemble des problèmes d'une région. A ces moments-là aussi, j'ai eu l'occasion d'aborder des possibilités de modification de la société avec des propositions de participation, d'autogestion, de comités de gestion, l'influence d'expériences allemandes suggérait aux travailleurs de prendre leur part dans la vie de l'entreprise. Il y avait pas mal de rêves. Entre-temps, la productivité à changé, les outils se sont modifiés en permanence, les entreprises sont devenues ultra-sophistiquées avec une évolution technologique constante, c'est difficile de se maintenir à niveau sans formation continuée. Il y a eu et il y a de très grands bouleversements au point que je me demande parfois s'il est encore possible d'appliquer, dans tous les cas, le fameux voir-juger-agir, ne serait-ce que le niveau européen plus difficile à appréhender sans parler de la dimension mondiale des multinationales».

Sans renoncer le moins du monde à militer encore aujourd'hui, Eugène Galère s'indigne de la situation actuelle. «Où sont les leaders politiques responsables ? Est-ce responsable de laisser un pays au bord du gouffre et de ne pas gérer les problèmes des gens ? Pour moi, ceux qui laissent un pays sans gouvernement pendant plus de deux cents jours, ce sont des charlatans qui ne voient pas les problèmes des gens. Au niveau syndical aussi, je constate que certaines dérives menaceraient les activités en donnant la priorité à l'outillage, des dossiers chômage traités sur ordi, ce sont des bureaux qui ferment, ordi, GSM, équipements de voiture permettent de traiter des problèmes sans assister nécessairement aux réunions organisées dans les entreprises, le risque de devenir des esclaves des outils existe et la dimension humaine tellement importante pourtant pourrait en prendre un coup. Et pour moi, c'est la personne qui doit être au centre de tout, toute personne sans distinction aucune. Je crois en l'homme, je crois en un monde où on peut vivre ensemble, un monde d'amour et d'entraide, c'est sans doute là l'empreinte de chrétien qui me marque depuis toujours».

